

Les Turcs dans l'agglomération grenobloise

*Asuman SEMIZOGLU-PLOUHINEC **

Tardive, l'immigration turque des années 1970 est issue du "réservoir paysan" que l'industrie turque ne peut absorber. Comme d'autres, elle connaît la même évolution : installation d'hommes dans l'agglomération, suivie "assez rapidement" d'une installation familiale, puis de demandeurs d'asile. Une culture d'immigration turque s'organise à partir des quartiers de La Ponatière et du Village Olympique.

Grenoble et son agglomération accueillent les immigrés originaires de Turquie dès le début des années 1970. C'est en effet à cette époque-là que la présence turque en France devient numériquement significative. La région Rhône-Alpes devient rapidement, après la région Parisienne et l'Alsace-Lorraine, la troisième région de concentration des migrants venant de Turquie. En 1974, on comptait en France 59.170 ressortissants turcs ; en 1984 ils étaient 151.305. Leur nombre était estimé en 1995 à 350.000 sans inclure les travailleurs en situation irrégulière et les demandeurs d'asile (1).

Le réservoir paysan de main d'oeuvre

L'émigration vers l'Europe est loin de s'inscrire dans la logique d'une dynamique interne à la Turquie. La Turquie est traditionnellement plus un pays d'immigration que d'émigration. C'est la demande allemande de main d'oeuvre qui provoquera et façonnera l'émigration turque vers l'Europe. Elle date du début des années 60. La population turque était alors peu préparée à s'expatrier vers l'Europe avec laquelle elle n'avait guère d'affinités particulières ou de familiarités. Ce sont les plus armés, les ouvriers moyennement qualifiés connaissant la vie urbaine et industrielle qui tenteront en premier l'aventure du départ. Or, l'agriculture turque est un énorme réservoir de main d'oeuvre. Le chômage déguisé agricole est un phénomène difficilement chiffrable dont l'ampleur inquiète les pouvoirs publics. L'industrie turque se diversifie et se développe, mais sa croissance est loin de pouvoir résorber les masses paysannes qui émigrent progressivement vers les régions industrialisées de l'ouest de la Turquie. L'ouverture d'une porte européenne est une opportunité que les pouvoirs publics saisiront rapidement. Ils y verront des avantages d'ordre politique et économique. D'une part, l'émigration de force de travail vers l'Europe désamorcera en partie l'entassement des populations dans les bidonvilles qui

* *ADATE, Grenoble*

entourent les grandes villes turques. D'autre part, les devises qu'enverront les ouvriers expatriés à leurs familles restées au pays viendront au secours de l'industrie turque faiblement exportatrice à l'époque, mais dépendante de l'importation des biens de production et des matières énergétiques pour poursuivre sa croissance. Plus tard, des préoccupations d'ordre politique pèseront plus lourd dans les préoccupations des milieux officiels.

L'émigration est officiellement promue. Les masses paysannes sont encouragées à envisager le départ vers l'étranger. Les émissions de radios, les journaux, exhibent la réussite économique des premiers migrants. Ceux qui rentrent pour les vacances roulent dans des grosses voitures, acquièrent des biens immobiliers, amènent des cadeaux qui font rêver les voisins. Plusieurs études portant sur le processus de la prise de décision, attirent l'attention sur l'incitation au départ exercée par les femmes. On banalise le départ à l'étranger en le comparant au «gurbetçilik», pratique bien connue des paysans et qui désigne l'absence temporaire des hommes en saison creuse, partis travailler sur les chantiers des villes pour compléter les faibles revenus agricoles. C'est cette main-d'oeuvre d'origine paysanne qui viendra travailler en France. L'immigration est à ses débuts essentiellement masculine au début des années 70 ; le seul objectif du migrant est alors de travailler, travailler beaucoup, consommer peu, réaliser rapidement l'épargne qui lui semble la clé de son ascension sociale. C'est ce dessein qui donne sens à son exil, lui fait supporter les conditions de travail dures et les conditions de vie hors travail à peine confortables.

Les pionniers

Les premiers immigrés qui s'installent dans l'agglomération grenobloise sont majoritairement issus des campagnes du Centre d'Anatolie, Yozgat, Kayseri, Isparta. A sa marge, la population est diversifiée du point de vue de la provenance. Les originaires de Tokat, de Sinap, département de la région de la mer Noire ou de Denizli, département de la région égéenne, par exemple constituent des petites minorités. Ces agriculteurs découvrent la vie industrielle et son rythme spécifique. Viscose, Neypic, Allibert, Caterpillar, Paquet sont les principales grandes entreprises de l'agglomération grenobloise qui emploient les ouvriers turcs. Ils sont aussi sur les grands chantiers de la région et dans les mines de La Mure. Le recours au «contrat nominatif» largement utilisé par le patronat français

favorise la concentration des populations venant d'un même village voire d'une même famille. Cette pratique qui consiste à adresser une «promesse d'embauche» pour une personne particulière conseillée par un travailleur étranger déjà employé présente des avantages pour les deux parties. Le patronat y trouve un moyen de contrôle de la main d'oeuvre et le travailleur étranger une opportunité pour asseoir sa place dans sa communauté d'origine en permettant à un proche de devenir «gurbetçi» en Europe. Mais dans la première moitié des années 1970 la population est encore relativement peu fixée. Les ouvriers n'hésitent pas à prolonger leurs vacances au pays pour participer aux travaux agricoles, et font de nombreux allers-retours.

Les travailleurs immigrés logent essentiellement dans des foyers, une petite minorité opte pour des appartements partagés à plusieurs. Pendant leurs loisirs et les week-ends, ils investissent les espaces verts autour des foyers pour faire un match de volley ou tout simplement pour passer le temps. Ils aiment flâner à la place Grenette mais se dirigent de préférence vers la gare où ils passent de nombreuses heures autour d'une tasse de café. La place Victor Hugo — baptisé «Sulu Park» («parc à fontaine») par ceux de Isparta, en souvenir d'un parc de leur ville d'origine — est un lieu de promenade privilégié. On peut rester se reposer sur les bancs qui entourent la place sans obligation de consommer et on est sûr d'y rencontrer des compatriotes. Les points de presse commencent à diffuser les journaux turcs édités en Allemagne.

En famille

Certaines administrations, comme la CAF, mettent en place des permanences avec un interprète. Les hommes qui ont laissé la famille au pays viennent nombreux le samedi pour savoir si les allocations familiales ont bien été envoyées. La présence turque en France deviendra familiale assez rapidement, quelques années seulement après l'installation des premiers travailleurs. L'arrivée des femmes et des enfants ne sera pas l'aboutissement d'un processus d'installation et d'intégration dans un environnement, un choix qui s'inscrit dans la dynamique familiale. Elle apparaît au contraire comme une décision forcée, une décision de raison dont on craint les implications. La décision de «faire venir la famille» apparaît d'abord comme une adaptation à l'évolution des politiques publiques en matière d'immigration. Comme pour d'autres populations, l'arrêt de l'immigration de main d'oeuvre en 1974 stimulera paradoxalement l'immigration à tra-

vers l'arrivée des familles et des enfants : «on ne sait jamais,... il vaut mieux consolider sa place». Alors qu'elles attendaient le retour du mari, elles se voient faire les bagages. Dans l'agglomération grenobloise, les familles se regroupent d'abord dans le quartier du Village Olympique (Grenoble), à la Cité de la Viscose et dans le quartier de la Luire (Echirolles). Progressivement, avec l'augmentation de leur nombre, les familles turques s'installent dans d'autres quartiers, à Pont de Claix, à la Villeneuve de Grenoble, à Fontaine, St Martin d' Hères, St Martin le Vinoux, etc. Aujourd'hui leur nombre dans l'agglomération grenobloise peut être estimé à 1600, sans compter les personnes qui ont acquis la nationalité française. L'immigration turque se poursuit par le biais du regroupement familial dit «secondaire», et l'arrivée des «demandeurs d'asile» parties des régions jurdes de l'Est de la Turquie.

Avec l'arrivée des familles, l'immigration turque devient plus visible. L'habillement typique des femmes attire l'attention. Elles aiment occuper les espaces extérieurs pour discuter, tricoter, pique-niquer,... D'autres services découvrent la présence turque. La PMI du quartier Ponatière est la première à mettre en place des consultations régulières avec interprète. Les parents apprécient ce service qu'ils fréquentent régulièrement. La prise en charge de la santé est un des avantages de l'immigration qu'ils apprécient. Mais l'adaptation à la vie urbaine dans un environnement fortement organisé et cadré par les institutions s'avère souvent difficile. L'apprentissage de la langue française constitue une rude épreuve pour ces femmes peu ou pas scolarisées. La volonté d'apprendre n'est pas soutenue par les relations quotidiennes avec l'environnement. Au-delà de la langue, elles se rendent compte qu'elles ne possèdent pas le code pour établir des liens. Les liens de voisinage qu'elles affectionnent tant ne s'établissent pas naturellement avec les Français. Elles se savent regardées, jugées. La société française qu'elles cherchent leur échappe. Avec le temps, elles s'en accommoderont. Ce sont les enfants qui, plus tard, dans les années 80-90, commencent à établir des filiations sociales qui ont tant de mal à se construire.

Une culture d'immigration

Avec l'arrivée des familles, les hommes se retirent des espaces ouverts pour se retrouver dans des espaces plus réservés. La vie communautaire turque s'organise autour de deux quartiers : La Ponatière et le Village Olympique. Les associations ainsi que le commerce communautaire s'y installent. Progressivement s'ins-

taurera une culture d'immigration. Les premiers commerces communautaires se créent après 1975 et leur nombre augmente progressivement. Les épiceries turques commercialisent les produits directement importés du pays ou le plus souvent fabriqués en Allemagne. Ils vendent des produits alimentaires, quelque vaisselle ou des décorations qui correspondent au goût de la population. Progressivement, ces épiceries se banalisent et tendent à élargir leur clientèle, à sortir du commerce ethnique tout en gardant une gamme de produits spécifiques. Les cafés turcs deviennent des lieux de rencontre privilégiés des hommes. On peut y regarder la télévision turque, lire les journaux, et rester discuter le temps qu'on veut en consommant quelques verres de thé. C'est dans les années 90 que les kebabs et divers restaurants émergeront en centre ville et dans le quartier Berriat. Les femmes développent leur connaissance de la ville en lien avec les exigences de l'économie domestique. Elles connaissent bien les emplacements des marchés, les grandes surfaces, les magasins où l'on peut acheter des cadeaux à des prix raisonnables avant de partir en vacances.

Les Associations turques se multiplient et sont le reflet des divisions politiques que connaît la Turquie. Chacun tient à avoir son local. Une salle de prière et une salle de rencontre où l'on peut consommer du thé et du café est un minimum qui semble indispensable. Les groupes qui ont le plus de moyens tiennent à acheter. Alors on peut ajouter un espace de jeux pour attirer les jeunes ou une grande salle où l'on peut organiser des mariages, préparer des repas à l'occasion des fêtes religieuses pour des centaines de personnes «sans déranger l'environnement», etc. Disposer d'un «Centre Culturel» un peu à l'écart des quartiers sans en être très éloigné est l'idéal de chaque association turque. La création d'équipes de foot associatives motivent les turcs alors qu'ils sont l'objet d'une certaine méfiance de la part de l'environnement sportif ou même quelquefois politique. La population turque s'intègre à la vie locale en prenant appui sur les relations fonctionnelles et économiques. Parler du mythe du retour est en soi-même devenu un mythe. La population turque s'est définitivement intégrée en France sans couper ses relations avec son pays d'origine. Son émigration s'est traduite par l'élargissement de son espace de vie qui englobe à la fois la Turquie et la France. La population turque en France se vit et construit comme composante d'une diaspora européenne qui compte 4 millions de personnes. ■

(1) Tendances des migrations internationales, Rapport Annuel 1996, OCDE 1997.